



STELLANTIS CTCY

Lundi 12 janvier 2026

L'impérialisme à la manœuvre, les peuples bientôt à la riposte ?

Après l'intervention militaire décidée par Trump au Venezuela pour mettre la main sur son pétrole, après avoir réaffirmé la volonté de s'appropriier le Groenland et ses ressources, c'est l'Iran que le dirigeant américain menace désormais d'une nouvelle intervention militaire. Le prétexte en est de voler au secours de la population iranienne qui défie la dictature de Khamenei malgré une répression qui a fait, à l'heure où nous écrivons, plusieurs centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Pour justifier l'intervention américaine au Venezuela, Trump avait évoqué la promotion de la démocratie et la prétendue lutte contre le narcotrafic. Sauf qu'il est évident pour tout le monde que ce coup de force de Trump avait tout à voir avec la défense des intérêts impérialistes des États-Unis dans la région.

Leur « démocratie » a une odeur de pétrole

Au Venezuela, les États-Unis sont venus mettre la main sur des ressources pétrolières dont ils n'avaient pas le contrôle exclusif. Depuis l'enlèvement de Maduro, pour mettre la pression sur un régime vénézuélien déjà enclin au compromis, les États-Unis bloquent les exportations de brut et ont intercepté plusieurs tankers, afin d'interdire l'usage du pétrole vénézuélien par d'autres puissances, la Russie et la Chine, qui font des affaires avec Caracas.

Et Trump ne s'arrête pas là, menaçant les autres pays d'Amérique latine non entièrement alignés sur les États-Unis de frappes au sol, les forçant à des déclarations d'allégeance. Il s'est aussi tourné vers ses alliés européens, en rappelant ses vues sur le Groenland, une colonie du Danemark qu'il aimerait bien lui souffler (ou lui acheter) pour ses gisements sous-marins prometteurs que le réchauffement climatique pourrait libérer de l'emprise des glaces... ce qui suscite la convoitise cynique des grands capitalistes ! Quant au peuple du Groenland qui passerait d'un colonisateur à l'autre, il n'aurait pas son mot à dire.

Mais les masses populaires ne se laissent pas faire !

Aujourd'hui, c'est l'Iran qui est dans le viseur de Trump. Là encore, une intervention de l'armée américaine n'aurait rien à voir avec la défense de la « démocratie » ou du peuple iranien. Si Trump menace d'intervenir en Iran, c'est pour couper court à un mouvement social aux conséquences imprévisibles, dangereuses par l'exemple qu'il pourrait donner aux

peuples des dictatures pro-occidentales des pays voisins et pour les intérêts des trusts pétroliers dans la région.

Le soulèvement populaire en Iran a pour point de départ une crise économique que les dirigeants du pays font payer aux classes populaires en imposant l'austérité et le gel, voire le non-versement, des salaires. Une crise autant due à la corruption du régime qu'aux sanctions économiques imposées à l'Iran par les grandes puissances, États-Unis en tête.

Malgré les crimes policiers, la coupure d'Internet et la fermeture des universités, les manifestations grossissent, les forces répressives sont chassées de villes et de quartiers. Mais les manifestants ne se battent pas pour voir les dirigeants actuels remplacés, à coup de bombardements américains, par un retour au pouvoir de la monarchie, par l'intermédiaire du fils de l'ancien chah d'Iran, renversé en 1979 par une révolution populaire !

Et c'est Trump qui pourrait avoir, à son tour, quelques craintes. Car, aux États-Unis aussi, des manifestations ont eu lieu partout contre sa propre politique. En premier lieu pour réclamer la fin des agissements de sa sinistre police de l'immigration, l'ICE, et réclamer justice pour Renee Good, cette automobiliste assassinée dans le cadre d'une manifestation qui dénonçait les violences policières. Trump et ses semblables s'attaquent au monde entier : ne leur laissons aucun répit !

L'Hydrae à 9 têtes

Fin janvier la direction ré-ouvrira le bâtiment B du Pôle Tertiaire, avec une capacité de 1 200 postes de travail. Non pas pour soulager les salariés du chaos originel sur le Campus, mais bien dans le but d'imposer un retour à 3 jours par semaine sur site dans le même temps. Un « nouveau » bâtiment ne réglera donc pas les problèmes de place, de promiscuité mais les étendront à une 9^{ème} zone supplémentaire. Nous nous sommes organisés dans notre vie en 2020 lorsque que la direction imposait sa lubie de ne venir qu'une journée par semaine sur site, aujourd'hui c'est machine arrière toute et c'est encore les salariés qui en subissent les conséquences, sans les conditions de travail du monde d'avant.

Baisse sélective

À Stellantis Mulhouse, la direction a annoncé une réduction de production à la mi-janvier de 200 véhicules par jour, soit un tiers des fabrications quotidiennes. Les premiers sacrifiés seront les intérimaires : 400 d'entre eux seront mis à la porte. Et d'autres postes pourraient bien suivre avec l'arrêt de la DS7.

En attendant, les profits de Stellantis ne diminuent pas d'un tiers, eux...

Noël avant l'heure pour les constructeurs

Mi-décembre, la Commission européenne a lâché l'objectif de 100 % de véhicules électriques en 2035 pour celui d'une baisse de 90 % des émissions de CO₂. Les 10 % restants seront compensés grâce à des « crédits carbone » au mode de calcul douteux.

De plus, l'UE versera de nouvelles aides aux entreprises : des prêts à taux zéro pour les fabricants de batteries, des subventions massives aux entreprises qui renouvellent leur flotte avec des véhicules électriques, etc. Tout cela ne sauvera ni les emplois, ni la planète. Les profits des industriels, par contre...

Le beurre et l'argent du beurre

Ce n'est toujours pas assez pour nos dirigeants pour qui « *la Commission maintient la trajectoire vers le 100 % électrique, avec très peu d'assouplissements* ». Comme le rapporte le journal le Monde, Emmanuele Cappellano, directeur Europe, et Olivier François, patron de Fiat, veulent profiter du salon de l'automobile de Bruxelles pour accentuer la pression, espérant limiter encore davantage les obligations, voire supprimer certains malus.

Tout bénéf'

Dans le même article du Monde, Emmanuele Cappellano se plaint de la chute des ventes automobiles en Europe (moins 18,35 % entre 2019 et 2024) et de la perte des parts de marché de Stellantis. Les prix, eux, ont augmenté de 24 % sur la même

durée... En vendant moins mais plus cher, les constructeurs maintiennent voire augmentent leurs marges. Pour nous, ce sont nos emplois qui sont en danger et des véhicules neufs toujours plus difficile à acheter.

Tout pour les actionnaires

En ce début 2026, les usines Michelin de Vannes et Cholet ferment. 1 254 salariés y ont perdu leur emploi.

Le groupe, lui, s'offre deux entreprises spécialisées dans le textile technique et le tissu industriel pour un montant non communiqué, mais qui se compte forcément au moins en dizaines de millions de dollars. Et ce après l'achat en 2023 d'une entreprise similaire pour 700 millions d'euros.

Michelin peut bien mettre en scène le remboursement de quelques millions d'euros d'aides publiques. Il roule pour ses actionnaires et écrase ses salariés.

Attaques contre les ruptures conventionnelles

Le gouvernement et le patronat viennent d'entamer de nouvelles négociations avec les organisations syndicales pour réformer les ruptures conventionnelles, c'est-à-dire les procédures de fin de CDI par des séparations à l'amiable. Le but affiché de l'opération est de réaliser des économies au détriment des chômeurs. Le gouvernement vise 400 millions d'euros d'économies annuelles et le patronat espère quant à lui atteindre un milliard d'euros, tout ça pris dans la poche des travailleurs. Un mauvais coup que cautionnent les organisations syndicales ouvrières qui participent à cette mascarade.

Baisse du prix de l'électricité : une blague ?

Le gouvernement a annoncé à partir du 1^{er} février une réduction de 25 % de la contribution tarifaire d'acheminement, un prélèvement présent sur toutes les factures d'électricité. Cela devrait se traduire par une baisse du prix de l'abonnement à l'électricité. Objectif affiché par le Premier ministre Lecornu et son ministre de l'Industrie Lescure : rendre du pouvoir d'achat aux consommateurs. Et de combien sera cette fameuse baisse ? en moyenne de 10 à 12 euros... par famille et par an. Champagne pour tout le monde !

La police de Trump tue

Le 7 janvier, une mère de famille de 37 ans, René Nicole Good, a été tuée à Minneapolis au cours d'une rafle par un policier de l'ICE, la police fédérale de l'immigration. À l'annonce de ce crime, des milliers d'habitants de Minneapolis sont descendus dans la rue et les manifestations se sont multipliées dans le pays. C'était déjà à Minneapolis qu'avait été assassiné George Floyd en 2020, ce qui avait entraîné protestations et émeutes dans tous les États-Unis.

Ne pas jeter sur la voie publique.
Imp. Spé. NPA-Révolutionnaires